

«Attention au délitement du projet politique suisse.»

Réaction. Spécialiste des questions linguistiques, François Grin vient de publier un texte résumant les enjeux politiques, économiques et pédagogiques du conflit déclenché outre-Sarine par quelques cantons voulant supprimer l'enseignement du français à l'école primaire.

MICHEL GUILLAUME

L'apprentissage de plusieurs langues est plébiscité par 91% des sondés, qui considèrent que c'est un enrichissement plutôt qu'une surcharge.

C'est un chiffre élevé, mais qui doit être pondéré par le fait que tous les participants au sondage l'ont fait sur une base volontaire.

Ce sont ceux qui sont les plus conscients de la richesse du plurilinguisme, les autres – ceux qui n'ont pas répondu – se sentant probablement moins concernés. Cela dit, il faudra toujours le rappeler: sans plurilinguisme, pas de Suisse!

PROFIL



FRANÇOIS GRIN

Professeur d'économie à la faculté de traduction et d'interprétariat de l'Université de Genève.

67% estiment que l'allemand n'est «pas vraiment bien», voire mal enseigné en Suisse romande.

On pourrait faire beaucoup plus pour souligner la pertinence de l'allemand, la première langue de l'UE avec près de 100 millions de locu-

teurs. Concrètement, il faut ouvrir assez rapidement des filières bilingues travaillant en immersion avec des enseignants bilingues ou germanophones: verticalement, je suggère de procéder par capillarité, en commençant plutôt par le haut, soit par le gymnase, pour redescendre ensuite vers les degrés inférieurs. Horizontalement, il importe d'entendre la démarche aux filières de l'apprentissage, où l'allemand prend ici tout son sens pratique. Mais, pour tous les élèves, la possibilité d'entrer par la suite dans une telle filière bilingue donne du

sens aux cours d'allemand dès l'école primaire.

50% de gens jugent une initiation au dialecte suisse allemand nécessaire, voire indispensable.

Cette initiation est souhaitable, et cela dès un très jeune âge, car les petits enfants n'ont pas ce snobisme linguistique qu'affichent les ados et les adultes. Il faut insister sur la complémentarité entre le bon allemand et le dialecte, qui est un facteur d'identité individuelle et collective chez les Alémaniques.

66% des Romands ne trouvent pas vraiment normal que l'anglais devienne une langue de communication en Suisse.

Ce résultat illustre la lucidité des Romands, leur conscience que la langue ne consiste pas qu'en un transfert d'informations. Ils nous disent qu'ils tiennent à un monde divers et multipolaire. Ils refusent l'uniformité linguistique et ils ont raison, car cette uniformité risque d'engendrer une pensée unique qui bride la créativité et l'innovation.

En Suisse, l'anglais ne peut pas servir de ciment pour notre «nation de volonté» («Willensnation»), un projet original, lié à nos langues nationales, dont le sens réside dans le fait d'aller à la rencontre de citoyens d'autres langues et cultures, avec l'état d'esprit et les efforts que cette démarche requiert. L'anglais peut certes nous permettre d'échanger toutes les informations qu'on voudra, mais pas de nous connaître réciproquement.

72% de Romands disent non à la primauté de l'anglais par rapport à

la deuxième langue nationale.

C'est rassurant. Repousser l'enseignement du français de l'enfance à l'adolescence, comme veulent le faire quelques cantons alémaniques, est certainement le prélude à en faire à terme une branche facultative, un statut qui le condamnera à une marginalisation outre-Sarine. De plus, il est impossible de comparer la situation d'aujourd'hui avec celle d'il y a trente ans, lorsque la plupart des Suisses apprenaient la deuxième langue nationale en secondaire. A l'époque, l'anglais ne jouissait pas d'une primauté par rapport à celle-ci, comme c'est le cas aujourd'hui en Suisse alémanique.

76% de gens sont d'avis que l'abandon du français en primaire porte atteinte à la cohésion nationale.

Ce serait effectivement faire courir de sérieux risques de délitement au projet politique que constitue la Suisse. Théoriquement, on pourrait accepter cette solution prétendant pragmatique, à condition que la langue introduite tardivement soit enseignée dans des conditions très favorables (avec des mesures de soutien), ce qui est totalement irréaliste dans le contexte actuel des mesures d'économie. Dire qu'on apprendra cette langue mieux qu'avant alors même qu'on retarde son enseignement, c'est faire preuve de beaucoup d'optimisme, ou de naïveté, ou encore de malhonnêteté. Et se donner bonne conscience à bon compte. ■

EN SAVOIR

«LE DÉBAT SUR LES LANGUES EN QUINZE QUESTIONS: ARGUMENTS, FAITS ET CHIFFRES», DE FRANÇOIS GRIN, SUR LE SITE DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE: www.elf.unige.ch

FICHE TECHNIQUE

L'enquête a été réalisée par questionnaires autoadministrés sur l'internet auprès d'une sélection de 6100 adresses de courriel situant leurs bénéficiaires en Suisse romande.

L'étude a été conduite entre le 10 et le 16 juin 2014 sans rappel nécessaire compte tenu du taux de retours suffisant. Au total, 1103 Romands âgés de 15 ans et plus ont répondu à cette

recherche. Cela représente un taux de participation de 18,1%. La durée de l'interview s'élevait à une petite dizaine de minutes. Les résultats ont été pondérés pour redonner à chaque catégorie

d'âge son poids démographique réel, puis ventilés selon plusieurs critères sociodémographiques. La marge d'erreur maximale pour un échantillon de 1103 répondants est de +/- 3,0%. Les personnes

ayant participé à l'étude sont représentatives des principaux sous-groupes de la population et les résultats obtenus peuvent donc aisément être extrapolés à l'ensemble de la Suisse romande.